

# CONFÉRENCE DU DÉSARMEMENT

CD/PV.382  
26 août 1986

FRANCAIS

---

COMPTE RENDU DEFINITIF DE LA TROIS CENT QUATRE-VINGT-DEUXIEME SEANCE

Tenue au Palais des Nations, à Genève,  
le mardi 26 août 1986, à 10 heures

Président : M. J. Allan Beesley (Canada)

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je déclare ouverte la 382ème séance plénière de la Conférence du désarmement.

Conformément à son programme de travail, la Conférence poursuit aujourd'hui l'examen des rapports des organes subsidiaires spéciaux ainsi que du Rapport annuel à l'Assemblée générale des Nations Unies. Toutefois, en vertu de l'article 30 du règlement intérieur, tout membre qui le souhaiterait pourra aborder n'importe quelle autre question ayant trait aux travaux de la Conférence.

D'entrée, je tiens à saluer très cordialement ici S. E. le Commissaire au désarmement et à la limitation des armements de la République fédérale d'Allemagne, l'Ambassadeur Friedrich Ruth. M. Ruth n'a pas besoin d'être présenté. On sait la part active qu'il prend aux affaires de désarmement, non seulement en tant que représentant de son pays mais aussi en sa qualité de membre distingué du Conseil consultatif pour les études sur le désarmement. Je suis certain que sa visite à Genève sera féconde.

Avant d'aborder aujourd'hui notre tâche, je rappellerai que, à notre dernière séance plénière, nous avons adopté les recommandations figurant dans le Rapport intérimaire sur la 22ème session du Groupe spécial d'experts scientifiques chargé d'examiner des mesures de coopération internationale en vue de la détection et de l'identification d'événements sismiques. Comme je l'ai annoncé alors, j'ai adressé une communication à ce propos au Secrétaire général de l'Organisation météorologique mondiale. Il nous reste seulement à prendre note du quatrième Rapport du Groupe spécial, publié sous la cote CD/720, et du résumé de ce rapport, distribué dans le document CD/681/Rev.1. Ce faisant, nous suivrons la pratique de la Conférence pour ce qui est des rapports de fond du Groupe spécial. J'agirai dans ce sens lorsque la liste des orateurs sera achevée.

Comme vous le savez, cette liste est longue aujourd'hui. Il se peut que nous ne puissions pas clore ce matin la séance plénière mais, en tout état de cause, la Conférence tiendra cet après-midi, à 15 heures, une réunion officieuse où elle abordera la seconde lecture du projet de rapport à l'Assemblée générale des Nations Unies. Il reste malheureusement de très importantes questions à régler au sein du Groupe de rédaction et, à moins d'aller très vite, nous ne pourrons pas faire avancer la seconde lecture aussi rapidement qu'il le faudrait pour achever nos travaux dans le laps de temps très réduit qui nous sépare de vendredi.

Nous devrions toutefois pouvoir reprendre le document CD/WP.243, qui contient les parties techniques du rapport et qui n'a pratiquement pas été modifié depuis la fin de la première lecture. Il ne reste à régler à ce propos que des questions tout à fait mineures et il n'est pas besoin de reproduire et de distribuer un nouveau document. Nous pourrions aussi commencer à examiner le document CD/WP.249, relatif à l'élargissement de la composition de la Conférence, et le projet de paragraphes de fond contenu dans les documents CD/WP.245/Rev.1, CD/WP.246/Rev.1 et CD/WP.248/Rev.1.

(Le Président

Le Rapport du Comité spécial des armes radiologiques, publié sous la cote CD/722, nous sera aussi présenté aujourd'hui et j'inviterai le Président du Comité spécial à le faire lorsque la liste des orateurs sera achevée.

Sont inscrits sur la liste aujourd'hui les représentants de la République fédérale d'Allemagne, des Etats-Unis d'Amérique, du Nigéria, de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, de l'Italie, de l'Australie et de Cuba.

Je donne maintenant la parole au représentant de la République fédérale d'Allemagne, l'Ambassadeur Ruth.

M. RUTH (République fédérale d'Allemagne) (traduit de l'anglais) : C'est pour moi un réel honneur que de m'adresser aujourd'hui à la Conférence du désarmement, sous votre présidence. Nos deux pays partagent le même point de vue sur les questions de sécurité et de limitation des armements, comme le montre l'activité que vous déployez de longue date dans le domaine du désarmement et de la limitation des armements. Vous êtes particulièrement qualifié pour vous acquitter de la difficile et importante tâche d'assumer la présidence au cours de cette dernière phase de la session de 1986 de la Conférence du désarmement. Je vous adresse mes vœux les meilleurs pour la réussite de vos travaux et de ceux de la Conférence.

Au début de la session d'été, le Ministre des affaires étrangères, M. Genscher, a présenté la position de la République fédérale d'Allemagne sur les questions actuelles de désarmement et de limitation des armements. Je suis heureux d'avoir l'occasion, en cette fin de session, d'évaluer une nouvelle fois la situation en ce qui concerne la limitation des armements et d'apprécier les faits importants qui se sont produits au cours des dernières semaines.

Cette intervention me permet de souligner de nouveau toute l'importance que le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne attache à la Conférence de Genève, qui cherche à obtenir la limitation des armements et le désarmement. Le Gouvernement fédéral est convaincu que le processus global et multilatéral de limitation des armements complète de manière décisive les négociations bilatérales que mènent les Etats-Unis et l'Union soviétique et les négociations Est-Ouest. L'importance du dialogue mondial sur le désarmement se mesure au succès que rencontre la politique relative à la non-prolifération des armes nucléaires et à l'espoir nourri que suscitent les négociations en vue d'une interdiction générale des armes chimiques. En même temps, il ne fait aucun doute que les négociations Est-Ouest peuvent et doivent contribuer de manière décisive à la paix et à la sécurité mondiales.

Comme dans d'autres domaines, la coopération sur le plan de la sécurité est devenue un objectif clé. Les efforts en faveur du désarmement et de la limitation des armements sont un élément capital d'une stratégie qui vise à renforcer la paix par le biais de la coopération. Cette stratégie repose sur l'idée que tout doit être fait pour vraiment prévenir la guerre,

(M. Ruth, République fédérale d'Allemagne)

pour renforcer grâce à un effort de sécurité entrepris en coopération la sécurité fondée sur des efforts de défense autonome. Il est évident que cet effort de coopération ne peut se poursuivre isolément. La coopération en vue de prévenir à coup sûr la guerre doit reposer sur une large base. A notre sens, cela implique que l'on cultive les relations bilatérales, que l'on poursuive le processus de la CSCE sous tous ses aspects et que l'on participe activement aux travaux de l'Organisation des Nations Unies.

Prêts à soutenir l'effort de coopération pour la sécurité, nous ne sous-estimons cependant ni les problèmes substantiels qui existent ni les divergences qui continuent de marquer les relations entre Etats ou groupes d'Etats. Ce qu'il faut que les participants à ce processus aient en commun, c'est le désir de prévenir une guerre de quelque type que ce soit, et la volonté d'arriver à une paix plus stable au moyen d'accords concrets et équilibrés.

Cette approche conceptuelle se reflète dans la Déclaration américano-soviétique du 8 janvier 1985 et dans le communiqué publié à l'issue de la réunion au sommet, le 22 novembre 1985. Un des éléments centraux de la Déclaration du 8 janvier 1985 est l'objectif de renforcement de la stabilité stratégique par le truchement d'accords efficaces de limitation des armements. Les objectifs énoncés à cette occasion ont été réaffirmés dans le communiqué issu du sommet, où il est dit en outre que les deux parties, conscientes de la responsabilité particulière qui leur incombe quant au maintien de la paix, sont convenues "qu'une guerre nucléaire ne peut être gagnée et ne doit jamais être engagée. Reconnaissant que tout conflit entre l'URSS et les Etats-Unis pourrait avoir des conséquences catastrophiques, elles ont souligné à quel point il importait de prévenir toute guerre entre ces pays, qu'elle fût nucléaire ou classique. Elles ne chercheront pas à s'assurer la supériorité militaire".

Un bref survol de ce qui s'est produit en matière de limitation des armements au cours des deux dernières décennies donne une idée de l'importance de ces déclarations. En 1967, année de la rencontre historique de Glassboro entre le Président des Etats-Unis, M. Johnson, et le Premier Ministre soviétique, M. Kossyguine, s'est dessinée une nouvelle approche de la limitation des armements. Outre un échange de vues sur la non-prolifération des armes nucléaires, les interlocuteurs mirent l'accent sur la question de savoir comment arriver à un accord qui contribuerait à limiter de manière équilibrée les arsenaux des deux parties et, de la sorte, à réduire le risque de guerre, en particulier de guerre nucléaire. L'établissement de la stabilité en tant que moyen de prévenir la guerre devenait ainsi un sujet de négociation et un objectif majeur de la limitation des armements.

Vous savez ce qu'il y a eu ensuite : en 1972, l'Accord intérimaire sur certaines mesures concernant la limitation des armes stratégiques offensives et le Traité concernant la limitation des systèmes antimissiles balistiques, jusqu'en 1979, les pourparlers SALT II, entre novembre 1981 et juin 1982,

(M. Ruth, République fédérale d'Allemagne)

les négociations sur les forces nucléaires à portée intermédiaire et les pourparlers sur la réduction des armes stratégiques, depuis mars 1985, les négociations de Genève. Dans le domaine des forces classiques, les négociations sur des réductions mutuelles et équilibrées des forces en Europe centrale ont débuté en 1973. Avec ces pourparlers, les négociations bilatérales entre les Etats-Unis et l'Union soviétique étaient pour la première fois complétées par des efforts multilatéraux de limitation des armements, des efforts visant à instaurer la stabilité sur le plan classique dans l'aire géographique où se trouve la plus haute concentration de forces militaires ont été engagés parallèlement à ceux tendant à atteindre l'équilibre nucléaire.

Ce n'est pas une coïncidence si, dans le Rapport sur les tâches futures de l'Alliance, c'est-à-dire dans le rapport Harmel de 1967, l'Alliance atlantique déclarait que les efforts pour assurer la sécurité collective au moyen d'une force militaire adéquate, déterminée par le principe de l'équilibre ainsi que par la solidarité politique des membres de l'Alliance devaient être complétés par la volonté de poursuivre le dialogue et de développer la coopération avec les pays du Traité de Varsovie.

Aujourd'hui, pour l'Ouest, la limitation des armements a un rôle central à jouer dans cette coopération. L'Alliance de l'Atlantique Nord a déclaré que la limitation des armements et le désarmement, se conjuguant à la dissuasion et à la défense, faisaient partie intégrante de sa politique en matière de sécurité.

Le processus de négociation engagé en 1967 n'a pas encore abouti aux résultats escomptés, tout particulièrement dans la situation actuelle. Cependant, il n'y a pas lieu de se résigner. On a tiré les conclusions qu'il fallait de l'expérience acquise et des faits nouveaux qui exigent des solutions dans le domaine de la limitation des armements. Ainsi le mandat, arrêté à Madrid en 1983, de la Conférence de Stockholm sur les mesures propres à renforcer la confiance et la sécurité et sur le désarmement en Europe repose sur la perception que les limitations et réductions des forces classiques dans toute l'Europe seraient facilitées et devaient donc être précédées par des mesures concrètes propres à instaurer la confiance. Aux pourparlers sur les réductions mutuelles et équilibrées des forces, l'Ouest a suggéré en décembre 1985, dans un esprit novateur et coopératif, de résoudre les problèmes qui sont au centre des négociations au moyen d'un échange d'informations assorti de mesures efficaces de vérification.

La déclaration du 8 janvier 1985 s'appuie aussi sur les faits précédents en faisant de la "stabilité stratégique" le concept clé. Celui-ci se rapporte non seulement à certains systèmes d'armes mais vise aussi à sauvegarder la paix et la sécurité de manière sûre.

Dans la situation actuelle, nous sommes confrontés à la question de savoir si l'accent mis sur la limitation du potentiel militaire peut être remplacé par un processus où l'emporteraient des accords de réduction. Ce qui

(M. Ruth, République fédérale d'Allemagne)

s'est produit récemment pourrait alors annoncer le début d'un nouveau chapitre de l'histoire de la limitation des armements et du désarmement. La politique du Gouvernement fédéral en matière de limitation des armements se fonde sur l'obligation énoncée dans la Charte des Nations Unies de s'abstenir de recourir à la menace ou à l'emploi de la force et elle est orientée vers l'objectif premier de prévenir la guerre.

Les principes déterminants de cette politique sont les suivants :

Les efforts de limitation des armements doivent englober tout l'équilibre militaire entre l'Est et l'Ouest, y compris les forces classiques. Il ne faut pas permettre que la réduction des armes nucléaires accroisse la possibilité d'un conflit classique en Europe,

Les efforts de limitation des armements doivent tenir compte de la nécessité de maintenir la capacité de défense et le rôle de l'Alliance. Ils doivent respecter les intérêts légitimes de sécurité de toutes les parties concernées,

Les efforts de limitation des armements doivent être conçus de manière graduelle, de sorte que les effets puissent en être calculés et contrôlés à toutes les étapes. Ils doivent garantir une sécurité non diminuée,

Un plus grand degré de transparence et de franchise pourrait contribuer à rendre plus prévisible le comportement militaire. L'Ouest contribue déjà de manière substantielle à la réalisation de cet objectif,

Les accords sur la réduction et la limitation des forces et des armes doivent reposer sur des données fiables,

Les accords de limitation des armements doivent être équilibrés et signifiants sur le plan militaire,

Enfin, il est indispensable d'assurer une vérification fiable du respect des accords de limitation des armements, en conformité avec leur objectif. Si la vérification est nécessaire, c'est en raison de la méfiance qui règne entre les Etats qui pourraient être parties à un traité. Il faut créer une situation qui garantisse que les accords de désarmement et de limitation des armements sont appliqués et respectés. La vérification peut être comprise d'une part comme une offre de franchise, tendant à convaincre les autres parties au traité de la fidélité avec laquelle on s'acquitte de ses obligations. Elle est d'autre part une contribution apportée par l'une des parties pour justifier la confiance que fait l'autre à la fiabilité de l'accord conclu entre elles.

Nous notons avec satisfaction que l'Est dirige aussi son action dans le sens de ces principes, malgré des divergences sur certains points. Les récentes déclarations faites par l'Union soviétique et les autres pays

(M. Ruth, République fédérale d'Allemagne )

signataires du Traité de Varsovie, qui montrent que ceux-ci sont mieux disposés à permettre une vérification efficace, pourraient avoir une grande importance pour l'évolution du processus de limitation des armements. Il est maintenant essentiel que la substance de ces déclarations soit explicitée dans les diverses instances de négociation. Il est surtout important que la vérification ne se rapporte pas seulement à l'application de réductions mais qu'elle englobe aussi la surveillance effective du respect des accords grâce à des informations suffisamment détaillées et à des inspections sur place obligatoires. Cela permettrait assurément, en raison de la transparence qui en résulterait, de rendre plus prévisible la situation sur le plan militaire et contribuerait donc à renforcer la confiance.

Ces dernières semaines ont montré de manière éclatante l'importance des négociations sur le désarmement et la limitation des armements dans la conjoncture politique actuelle. Dans tous les principaux domaines de relations militaires, des propositions ont été avancées qui laissent augurer des progrès. Cette constatation s'applique tant aux négociations bilatérales que multilatérales, au niveau de l'Europe et du monde.

Dans le cadre des négociations bilatérales, le président Reagan et le Secrétaire général Gorbatchev ont présenté des propositions. Celles du président Reagan sont le produit de discussions intenses au sein de l'Alliance de l'Atlantique Nord. Elles sont pleinement appuyées par tous les alliés.

Dans les négociations sur les armes nucléaires et spatiales, l'objectif est maintenant de faire des efforts soutenus, conformément aux termes de la déclaration issue du sommet, pour trouver un terrain d'entente afin de résoudre les problèmes existants. A la suite des propositions récentes des deux parties, les perspectives d'arriver à des arrangements de coopération se sont améliorées.

Dans les négociations sur les armes nucléaires à portée intermédiaire commence à se dessiner la perspective réaliste de la conclusion d'un accord intérimaire qui conduirait à l'élimination globale des forces nucléaires soviétiques et américaines à longue portée, basées à terre. Cet accord intérimaire limiterait ces forces à un niveau peu élevé, leur élimination dans le monde entier restant l'objectif ultime.

Des experts américains et soviétiques se sont entretenus à Moscou, les 11 et 12 août. Ils y ont examiné l'état des négociations sur les armes nucléaires et spatiales, compte tenu des propositions récentes, et exploré les domaines où un compromis serait possible. Ces experts se réuniront de nouveau à Washington, avant que les ministres des affaires étrangères, MM. Shultz et Chévardnadzé, se voient les 19 et 20 septembre pour essayer de préparer une deuxième réunion au sommet. On ne saurait nier que la perspective de ce deuxième sommet entre les Etats-Unis et l'Union soviétique, que nous aimerions voir se tenir cette année, donne une nouvelle et puissante impulsion aux négociations en cours. A notre avis, l'effort doit maintenant être axé sur le problème de la relation entre systèmes offensifs et défensifs. Cela

(M. Ruth, République fédérale d'Allemagne)

permettrait de dégager le terrain en vue de la réduction des arsenaux nucléaires offensifs et d'obtenir des résultats de nature à renforcer la stabilité stratégique.

En ce qui concerne les essais nucléaires, nous nous félicitons que, lors d'une réunion récente, des experts soviétiques et américains aient examiné la question de savoir comment on pourrait vérifier de manière fiable la limitation des essais nucléaires et, par la suite, une interdiction globale des essais. Ces entretiens, eux aussi, reprendront bientôt. De tels contacts permettent d'espérer la ratification des accords de 1974/1976 et l'adoption éventuelle d'un programme de réduction des essais, ce qui nous rapprocherait de l'objectif d'une interdiction globale et complète des essais.

Le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne se prononce vigoureusement en faveur d'une interdiction complète et vérifiable des essais, et ce le plus tôt possible. Le problème clef en matière de limitation des armements dans le domaine des essais nucléaires réside dans la vérification, qui doit être fiable. A propos de la prorogation jusqu'au 1er janvier 1987 du moratoire unilatéral de l'Union soviétique, le Secrétaire général Gorbatchev a dit le 18 août, comme vous le savez, que l'Union soviétique était disposée à permettre la vérification sur place de ce moratoire, cette bonne disposition devrait se traduire dans des propositions de vérification visant à assurer une surveillance sûre de tous les essais nucléaires. Pour sa part, le Gouvernement fédéral a substantiellement contribué au débat sur la question à la Conférence du désarmement, où il a soumis une proposition tendant à créer un système sismologique mondial de surveillance des essais nucléaires. Je note avec satisfaction que cette démarche a été largement soutenue par les pays représentés ici, à Genève.

Nous sommes également satisfaits du nouveau qui s'est produit dans les négociations de la Conférence sur une interdiction totale des armes chimiques. Le Gouvernement fédéral se félicite vivement de la proposition récemment présentée par le Royaume-Uni à propos de l'inspection par mise en demeure. Nous estimons que l'approche retenue par le Royaume-Uni - qui insiste aussi sur le caractère obligatoire de ces inspections - peut offrir un moyen utile de faire avancer les négociations.

Il est un autre problème auquel la Conférence doit continuer à consacrer une attention soutenue. C'est celui de la recherche de moyens efficaces de vérifier la non-fabrication d'armes chimiques. Nous restons convaincus qu'il est possible de résoudre ce problème, y compris celui de la vérification d'une interdiction de la mise au point de nouveaux moyens. Nous notons avec satisfaction que la notion d'un tableau en trois volets, contenant la liste des substances chimiques qui devront faire l'objet d'un contrôle, rallie de plus en plus de suffrages à la Conférence. Nous pensons que, sur cette base, les inspections de routine et un échange de données statistiques constituent



(M. Ruth, République fédérale d'Allemagne)

des mesures adéquates pour vérifier effectivement qu'aucune substance n'est détournée de la fabrication de produits chimiques à des fins civiles pour servir à confectionner des agents toxiques. Notre délégation prépare un document de travail sur les méthodes d'échange de données statistiques.

Le Ministre des affaires étrangères, M. Genscher, a souligné ici que la République fédérale d'Allemagne attachait la priorité absolue à la conclusion d'une convention interdisant les armes chimiques et il a demandé instamment que toutes les ressources soient mobilisées pour que les négociations puissent être menées à bien en 1987. Nous nous félicitons donc de la décision prise par la Conférence de tenir trois séries de consultations sur les armes chimiques entre cette session et la prochaine. Il est maintenant essentiel que ce surcroît de temps soit mis à profit pour essayer d'arriver à des résultats tangibles.

En discutant de problèmes qui intéressent la Conférence du désarmement, j'ai centré mon propos sur les armes chimiques et les essais nucléaires, mais nous attachons aussi une grande importance à l'examen d'autres sujets, tels que la prévention de la guerre et la question de l'espace, comme le montrent les contributions que nous avons apportées ici et à New York.

Dans le domaine des forces classiques, j'ai déjà mentionné l'ambitieuse proposition faite par l'Ouest en décembre dernier touchant un accord initial sur des réductions mutuelles et équilibrées des forces. Malheureusement, la réaction des pays de l'Est à la table de négociation sur la question centrale de la vérification reste jusqu'ici décevante. Nous espérons que nos collègues de l'Est n'ont pas dit leur dernier mot.

A Stockholm, la Conférence sur les mesures propres à renforcer la confiance et la sécurité et sur le désarmement en Europe en est arrivée à un stade crucial. Les contours d'un accord se dessinent. Pendant le peu de temps qui reste, toutes les ressources doivent être canalisées pour obtenir des résultats qui améliorent de façon substantielle les dispositions de l'Acte final d'Helsinki concernant les mesures de nature à instaurer la confiance. De tels résultats contribueraient pour beaucoup à renforcer la confiance en Europe et ils auraient des incidences positives sur les relations Est-Ouest en général. Cela serait un bon prélude à la troisième réunion de suivi de la Conférence, qui se tiendra à Vienne.

On dispose, déjà aux pourparlers sur les réductions mutuelles et équilibrées des forces et à la Conférence sur le désarmement en Europe, d'éléments importants pour garantir la stabilité en Europe sur le plan des forces classiques. Réaliser des progrès et obtenir des résultats dans ces négociations, est une étape préalable indispensable à la poursuite de vastes efforts en matière de limitation des armements qui permettraient de s'attaquer à la question de l'élimination du déséquilibre des forces classiques en Europe et des risques qu'il entraîne. Les Ministres des affaires étrangères des pays de l'Alliance de l'Atlantique Nord ont déclaré à Halifax, le 30 juin 1986,

(M. Ruth, République fédérale d'Allemagne)

qu'il fallait prendre de nouvelles mesures hardies dans le domaine de la limitation des armements pour arriver à renforcer la stabilité et la sécurité dans l'Europe tout entière grâce à une plus grande transparence et à l'établissement d'un équilibre vérifiable, global et stable des forces classiques à des niveaux plus bas. Le groupe de travail de haut niveau constitué à Halifax examine actuellement comment atteindre ces objectifs. Les pays signataires du Traité de Varsovie se sont le 11 juin, à Budapest, déclarés prêts à négocier des mesures de limitation des armements s'appliquant à l'Europe, de l'Atlantique à l'Oural. Le Gouvernement fédéral se félicite de cette déclaration et espère qu'il y sera donné suite aux négociations en cours à Vienne et à Stockholm.

Les efforts entrepris par la République fédérale d'Allemagne et ses alliés pour assurer la stabilité au moyen de la limitation des armements ne sont pas importants pour les seules relations Est-Ouest. En assurant la stabilité Est et Ouest, on contribuerait aussi à la stabilité mondiale. Nous sommes convaincus que, dans un monde où l'interdépendance est de plus en plus marquée, les différences de degré de sécurité entre les régions - la coexistence de régions stables et instables - doivent nous préoccuper tous. Aussi les efforts de désarmement et de limitation des armements doivent-ils avoir une dimension mondiale et englober toutes les régions.

L'Ouest est encouragé dans ses efforts pour instaurer la stabilité par le ferme appui que l'objectif de la réduction des armes nucléaires trouve dans le monde. Simultanément, l'expérience acquise dans la recherche d'une plus grande stabilité entre l'Est et l'Ouest peut servir dans d'autres parties du monde. Cela s'applique en particulier aux tentatives faites pour arriver à un accord sur des mesures propres à instaurer la confiance et la sécurité, ainsi que la stabilité des forces classiques dans l'Europe tout entière. Ce sont des considérations de cet ordre qui ont incité le Gouvernement fédéral à lancer il y a quelques années, à l'Organisation des Nations Unies, une initiative tendant à la mise au point de mesures propres à instaurer la confiance qui seraient applicables à l'ensemble du monde; les Etats membres de l'Organisation des Nations Unies soutiennent maintenant largement de telles mesures.

Ce survol des négociations en cours sur la limitation des armements et le désarmement révèle les problèmes qu'il reste à résoudre avant que l'on puisse obtenir des résultats concrets et enregistrer une percée véritable. Il révèle aussi qu'il existe aujourd'hui de grandes possibilités de jeter les bases de nouveaux accords de vaste portée. La crédibilité des efforts de limitation des armements et de désarmement et les possibilités qui s'offrent de créer un climat de coopération favorable à la stabilité sont inextricablement liées aux négociations en cours. On peut y faire des progrès et obtenir des résultats, et il faut y parvenir. L'aptitude à arriver bientôt à ce but est présentement mise à l'épreuve dans les instances suivantes :

1) Aux négociations bilatérales entre les Etats-Unis et l'Union soviétique sur les armes nucléaires et spatiales, y compris les négociations sur les forces nucléaires à portée intermédiaire,

(M. Ruth, République fédérale d'Allemagne)

2) Dans les efforts que font les Etats d'Europe et d'Amérique du Nord pour arriver, dans les délais prescrits, à un résultat substantiel à la Conférence sur les mesures propres à renforcer la confiance et la sécurité et sur le désarmement en Europe. Si l'on échouait, l'action tendant à élargir le cadre des négociations dans le domaine de la limitation des armes classiques ne serait pas crédible,

3) Aux pourparlers de Vienne sur les réductions mutuelles et équilibrées des forces, où un progrès dans le sens indiqué par les toutes dernières propositions occidentales montrerait qu'il est possible de résoudre les difficiles problèmes en cause grâce à des mesures de coopération,

4) Aux négociations en vue de l'interdiction totale des armes chimiques. A cet égard, la Conférence du désarmement doit consacrer toute son énergie à la recherche de résultats définitifs avant la fin de l'année prochaine. La crédibilité de cette Conférence et son autorité en tant que forum multilatéral mondial de négociation veulent que tous ceux qui y participent s'engagent à atteindre cet objectif.

Des résultats concrets dans ces domaines joueraient assurément un rôle clef pour ouvrir un nouveau chapitre de l'histoire de la limitation des armements et du désarmement. Un accord sur des résultats équilibrés et vérifiables pourrait montrer que l'établissement de l'équilibre et de la stabilité à des niveaux militaires substantiellement réduits est un objectif réaliste.

Le 18 août, le Secrétaire général, M. Gorbatchev, a déclaré que le problème de la sécurité internationale était le problème de tous, qu'il exigeait que tous s'y intéressent et se sentent responsables. Nous partageons ce point de vue. La perception de la nécessité de solutions fondées sur la coopération dans le domaine de la sécurité, qui est une des idées les plus importantes auxquelles est attaché ce siècle déchiré par la guerre, doit maintenant se traduire dans des mesures tangibles de nature à empêcher efficacement le déclenchement de tout type de guerre, de mesures qui soient appliquées de manière assez sûre pour justifier la confiance que leur accorderont tous les Etats concernés.

Le PRESIDENT : Je remercie le représentant de la République fédérale d'Allemagne de sa déclaration et des aimables observations qu'il a faites à mon endroit.

Je donne maintenant la parole au représentant du Nigéria, l'Ambassadeur Tonwe.

M. TONWE (Nigéria) (traduit de l'anglais) : Tout d'abord, je voudrais dire à l'Ambassadeur Friedrich Ruth, commissaire au désarmement et à la limitation des armements du Gouvernement de la République fédérale

(M. Tonwe, Nigéria)

d'Allemagne, que la délégation nigériane a apprécié les réflexions dont il a bien voulu nous faire part ce matin. Elle a trouvé dans son intervention bien des motifs d'encouragements et des pensées que chacun ferait bien d'étudier de près chez soi. La délégation nigériane s'y emploiera pour en dégager tous les enseignements qu'elle jugera compatibles avec ses propres politiques.

Monsieur le Président, j'ai eu l'occasion au début du mois, alors que vous vous étiez brièvement absenté pour accomplir ailleurs d'autres tâches, de dire combien la délégation nigériane était satisfaite de vous voir présider nos délibérations en ce mois d'août qui revêt une importance cruciale. Vos qualités professionnelles, votre influence apaisante, votre profonde sagesse, sont reconnues de tous. La politique éclairée de votre pays touchant divers problèmes graves auxquels la communauté internationale fait face est bien connue. La manière dont vous avez dirigé les affaires de la Conférence depuis le début du mois confirme amplement la délégation nigériane dans les sentiments qu'elle a exprimés il y a quelques semaines. Nous sommes absolument certains que vous conduirez nos travaux, en cette fin de la session, vers des résultats aussi bons que possible dans les circonstances actuelles.

L'un des paradoxes les plus frappants qui se dégagent de l'état de pénible stagnation où se trouvent les négociations sur le désarmement nucléaire réside dans le fait que ce sont ces mêmes Etats qui, après des années d'une analyse et d'un examen de conscience intensifs, sont parvenus à la conclusion qu'"une guerre nucléaire ne pouvait être gagnée et ne devait jamais être engagée", demeurent néanmoins obstinément attachés à leurs doctrines de l'équilibre de la terreur, de la dissuasion, des représailles massives, que sais-je encore, renforcent leurs arsenaux nucléaires et mettent au point avec rage et méthode des armes nucléaires nouvelles et toujours plus terrifiantes et des vecteurs pour déployer ces armes dans des milieux toujours plus déstabilisants.

Ce comportement contradictoire et irrationnel des Etats dotés d'armes nucléaires est, à notre sens, la marque très évidente du désespoir, des frustrations et de la panique qui se sont emparés des principales machines militaires dans le monde, et du périlleux crédit qu'on en est venu à accorder à l'arme "inadmissible" pour atténuer un sentiment d'insécurité toujours croissant.

Tout aussi inquiétants sont les signes non négligeables que le fondement des stratégies de dissuasion nucléaire de certaines puissances dotées d'armes nucléaires est si peu solide que celles-ci cherchent même à limiter la revendication légitime que posent les Etats non dotés d'armes nucléaires de disposer d'un instrument international ayant force obligatoire sur le plan juridique, en vertu duquel les puissances nucléaires s'engageraient à ne pas utiliser ou menacer d'utiliser les armes nucléaires contre des Etats qui n'en seraient pas dotés. C'est cette question, le point 6 de notre ordre du jour, que je voudrais aborder aujourd'hui.

(M. Tonwe, Nigéria)

La délégation nigériane a examiné de près les arguments avancés par certains Etats dotés d'armes nucléaires désireux de mettre des conditions aux garanties de sécurité unilatérales qu'ils donneraient à ceux qui ne possèdent pas ces armes. Nous sommes au regret de dire que certains de ces arguments nous paraissent inutilement obstructionnistes. Nous sommes convaincus qu'il suffirait d'un peu de volonté politique pour surmonter les réserves qui sous-tendent l'attitude de certains Etats dotés d'armes nucléaires.

Je m'explique. Les Etats non dotés d'armes nucléaires se répartissent en trois catégories : a) ceux qui ne participent à aucune alliance militaire avec des Etats dotés d'armes nucléaires et sur le territoire desquels il ne se trouve pas d'armes nucléaires, b) ceux qui ont conclu des alliances militaires avec un ou plusieurs Etats dotés d'armes nucléaires mais sur le territoire desquels il n'y a aucune arme nucléaire, et c) ceux qui appartiennent à des alliances militaires et sur le territoire desquels il existe des armes nucléaires.

Etant donné qu'il s'agit d'une déclaration unilatérale des Etats dotés d'armes nucléaires, la délégation nigériane estime qu'il devrait être facile pour les Etats non dotés d'armes nucléaires de la première catégorie d'accepter un texte de garanties de sécurité ayant force obligatoire sur le plan juridique. Les Etats dotés d'armes nucléaires sont également ceux dont les forces armées sont les plus perfectionnées et qui possèdent les armes classiques les plus sophistiquées et les plus destructives. La délégation nigériane est absolument convaincue que, dans le cas peu probable où éclaterait un conflit classique, les Etats dotés d'armes nucléaires n'auraient pas besoin d'avoir recours au chantage nucléaire pour vaincre les Etats non dotés d'armes nucléaires appartenant à ce groupe.

Pour les Etats non dotés d'armes nucléaires qui sont les alliés de puissances nucléaires mais sur le territoire desquels il n'y a aucune arme de ce genre, il n'y a pas d'obstacle insurmontable, pensons-nous. Des spécialistes du nucléaire très réputés ont établi les conséquences désastreuses qu'aurait une guerre nucléaire et pour le vainqueur et pour le vaincu, ainsi que pour ceux qui ne seraient pas mêlés au conflit. C'est dire que la délégation nigériane a conscience que, à l'heure actuelle, il est même vain de parler de garanties de sécurité dans le contexte d'une guerre nucléaire à grande échelle. Mais nous estimons aussi que, indépendamment des scénarios d'hiver nucléaire, les chances de trouver une forme quelconque de vie sur terre après une guerre nucléaire seraient meilleures si toutes les parties de notre planète n'étaient pas prises directement pour cibles.

La stratégie des principaux Etats dotés d'armes nucléaires est fondée sur l'équilibre de la terreur qu'inspire leurs arsenaux nucléaires respectifs. Les Etats non dotés d'armes nucléaires qui ont signé un pacte de défense mutuelle avec l'une quelconque de ces puissances, mais sur le territoire desquels il ne se trouve aucune arme nucléaire, ne pourraient pas vraiment

(M. Tonwe, Nigéria)

être considérés comme des facteurs supplémentaires de cet équilibre. Une attaque contre leur territoire ne diminuerait en rien les capacités nucléaires offensives ou de représailles de leur allié nucléaire. Il n'y a donc aucune raison de refuser à un Etat de cette catégorie les garanties de sécurité que nous réclamons. Ma délégation est convaincue qu'il serait possible d'élaborer des dispositions qui dissiperaient les réserves de tous les Etats dotés d'armes nucléaires en ce qui concerne le deuxième groupe d'Etats non dotés d'armes nucléaires.

La troisième catégorie comprend les Etats qui appartiennent à des alliances militaires et sur le territoire desquels il y a des armes nucléaires. Les membres de ce groupe seraient entraînés dans une guerre nucléaire si le principal Etat doté d'armes nucléaires, lançant une attaque nucléaire, décidait de prendre des mesures préventives contre les installations d'armes nucléaires se trouvant sur leur territoire, ou encore attaquait de telles installations sur leur territoire, dans le cadre de représailles massives et générales. Ces situations sont difficiles à admettre, mais il faut avouer que, étant donné les stratégies nucléaires de certains Etats dotés d'armes nucléaires, il est concevable qu'elles se produisent dans un climat de tension internationale aiguë entre les principales alliances possédant des systèmes de défense nucléaire, stratégiques ou tactiques. Inutile pour nous d'essayer d'éluder ce fait ! Si nous voulons être réalistes, ce qu'il nous faut donc chercher à éviter c'est l'assimilation automatique d'un Etat non doté d'armes nucléaires de cette troisième catégorie à un Etat doté d'armes nucléaires qui tient les leviers. Il est nécessaire de faire cette distinction car, à notre avis, entre le moment où naît une situation conflictuelle et celui où une attaque nucléaire vient à être lancée à partir du territoire d'un tiers, il s'écoule un laps de temps pendant lequel tenter de dissuader l'attaquant potentiel, comme on a pu le voir il y a quelques mois, dans le cadre d'une action militaire plus limitée. Ce laps de temps extrêmement précieux dont disposent les "tiers" pour s'opposer à une attaque nucléaire, nous ménage une possibilité décisive d'atténuer le préjudice qui serait infligé à l'humanité en cas de guerre nucléaire. Nous ne devons pas renoncer à cette possibilité. Elle ne met pas en péril les obligations contractées en vertu d'alliances militaires. Au contraire, en constituant une soupape de sécurité éventuelle contre la guerre nucléaire, elle agit dans l'intérêt de tous à une époque où même les tenants les plus résolus de la dissuasion nucléaire ont conclu qu'une guerre nucléaire n'apporterait rien à personne.

La logique voudrait donc qu'on recherche, par la voie de négociations relatives à un instrument ayant force obligatoire sur le plan international, négociations engagées au titre du point 6, une forme de garanties de sécurité négatives qui pourraient être données aux Etats non dotés d'armes nucléaires sur le territoire desquels il se trouve des armes nucléaires.

La conclusion à tirer de tout ce que je viens de dire, c'est que, pour chacune des catégories d'Etats non nucléaires décrites ci-dessus, il serait possible de formuler, par voie de traité, des garanties de sécurité négatives

(M. Tonwe, Nigéria)

qui seraient réalistes, décourageraient les Etats de la prolifération géographique des armes nucléaires et répondraient au souci légitime de sécurité de toutes les parties. Un tel consensus ne nous sera pas apporté sur un plateau d'argent, il faudra le négocier. Les délégations ne faciliteraient pas les choses en préjugant le résultat de telles négociations.

La question des garanties de sécurité négatives à donner aux Etats non dotés d'armes nucléaires revêt une importance extrême pour l'avenir des négociations relatives au désarmement et les accords internationaux en général. La vaste majorité des Etats non dotés d'armes nucléaires que compte le monde se sont engagés, en vertu du Traité sur la non-prolifération, à ne pas fabriquer d'armes nucléaires ni à en acquérir, du fait que ces armes sont considérées comme particulièrement dangereuses pour la survie de l'humanité. Les Etats dotés d'armes nucléaires s'engagent à accélérer les négociations en vue d'éliminer les armes nucléaires de leurs arsenaux. Si, en dépit des engagements pris, les Etats dotés d'armes nucléaires laissent tant soit peu penser qu'ils n'excluent pas totalement le recours ou la menace du recours aux armes nucléaires contre ceux qui ont pris sur eux de ne pas en acquérir, alors les fondements mêmes du Traité sur la non-prolifération deviendraient moralement indéfendables. Qui plus est, on aurait l'impression que les pays les plus puissants cherchent uniquement à perpétuer leur supériorité militaire actuelle et dénie aux plus pauvres le droit à la dignité politique et à la liberté intellectuelle. En conséquence, la délégation nigériane pense qu'il incombe au premier chef aux Etats dotés d'armes nucléaires de convaincre les Etats non dotés d'armes nucléaires de l'honnêteté de leurs intentions. Si cette honnêteté n'est pas évidente, on ne saurait escompter que ceux qui ont adhéré au TNP estiment avoir eu raison de le faire, ni reprocher à ceux qui n'ont pas accepté le Traité en 1970 de s'écarter davantage encore de ses objectifs.

Compte tenu de ce qui précède, la délégation nigériane ne peut qu'éprouver de la déception devant l'absence de tout progrès, cette année, vers l'établissement d'un comité spécial, dûment chargé de négocier les dispositions d'un instrument ayant force obligatoire sur le plan juridique et donnant aux Etats non dotés d'armes nucléaires les garanties de sécurité négatives qu'ils réclament. Nous espérons sincèrement qu'un tel comité sera constitué tout au début de la session de 1987.

Le PRESIDENT : Je remercie le représentant du Nigéria de sa déclaration et des remarques extrêmement aimables qu'il a faites à mon endroit.

Je donne maintenant la parole au représentant des Etats-Unis d'Amérique, l'Ambassadeur Lowitz.

M. LOWITZ (Etats-Unis d'Amérique) (traduit de l'anglais) : Alors que s'achève notre session plénière de 1986, la délégation des Etats-Unis adresse ses meilleurs vœux à ceux de nos collègues qui nous quittent. Les

(M. Lowitz, Etats-Unis d'Amérique)

ambassadeurs Kerroum de l'Algérie, Jessel de la France, Wegener de la République fédérale d'Allemagne, Gonsalves de l'Inde et Imai du Japon ne seront plus des nôtres en février prochain. Ils nous manqueront. J'espère qu'ils garderont un bon souvenir du temps qu'ils ont passé à Genève et que, dans leur nouvel environnement, ils continueront à s'intéresser aux affaires de désarmement.

Ma délégation accueille aussi chaleureusement le distingué visiteur qui nous vient de Bonn, l'Ambassadeur Friedrich Ruth, Commissaire au désarmement et à la limitation des armements de la République fédérale d'Allemagne. C'est avec un grand intérêt que j'ai pris note de sa déclaration, importante et positive.

De l'avis de ma délégation, la session de 1986 laissera, tout bien pesé, une impression favorable. Qu'elle ait été nettement plus productive que les quelques sessions précédentes donne des raisons d'envisager avec optimisme l'année 1987.

C'est au Comité spécial des armes chimiques qu'ont été enregistrés les progrès les plus notables. Le Président de ce comité, l'Ambassadeur Cromartie du Royaume-Uni, mérite d'être félicité pour la manière dont il a dirigé les travaux au cours d'une année où l'on a procédé à une élaboration et à une restructuration significatives du projet de texte de convention. La version dont on dispose maintenant contient de ce fait cinq articles plus complets : il s'agit de ceux qui ont trait à l'élimination des installations de fabrication d'armes chimiques, à la destruction des stocks d'armes chimiques, aux activités qui ne seront pas interdites par la Convention, au Comité consultatif et au processus de consultations, coopération et établissement des faits. En outre, les progrès réalisés se reflètent dans l'élaboration de quatre annexes se rapportant aux produits chimiques létaux supertoxiques, aux précurseurs clés, aux produits chimiques fabriqués en grandes quantités industrielles et susceptibles d'être utilisés à des fins d'armes ainsi qu'aux principes, aux méthodes et à l'organisation de l'élimination des armes chimiques.

En août dernier, ma délégation avait manifesté un optimisme prudent à propos de ces négociations. Il me semble que cet optimisme était justifié et qu'il est possible de l'exprimer de nouveau pour l'avenir.

Cela ne veut pas dire, bien sûr, que l'accord est complet sur tel ou tel des textes nouveaux. L'existence de sections entre crochets, de notes et de passages à compléter indique qu'il reste à régler de nombreuses et importantes questions. Dans tous les domaines s'imposent des travaux supplémentaires. La déclaration des stocks, la non-fabrication dans l'industrie civile et l'inspection par mise en demeure comptent parmi les problèmes clés en suspens, et les travaux relatifs à des procédures de vérification détaillées ont à peine commencé.



(M. Lowitz, Etats-Unis d'Amérique)

La délégation des Etats-Unis s'attend en particulier à ce qu'on étudie sérieusement la question de l'inspection par mise en demeure. Ma délégation souhaiterait particulièrement entendre la position détaillée de l'Union soviétique à ce propos. Si, dans le courant de la session, un certain nombre d'Etats ont offert des contributions constructives dans le domaine de la vérification et si l'Union soviétique a répété à diverses reprises qu'elle acceptait la notion d'inspection par mise en demeure, elle n'a pas encore exposé de proposition globale. C'est là une source de préoccupation pour ma délégation. Nous devons nous garder d'oublier ce qui s'est produit dans d'autres instances multilatérales de négociation. A la Conférence de Stockholm, en particulier, l'"accord de principe" de l'URSS concernant les inspections sur place, autour duquel on a fait grand bruit, semble maintenant assorti de tant de conditions qu'il fait en réalité obstacle à des progrès sur la question.

Il faut espérer que ne se dégage pas maintenant une tendance qui pourrait avoir des effets négatifs sur les progrès que nous constatons dans d'autres domaines des négociations sur les armes chimiques.

Ma délégation réaffirme que le texte de l'article X qui figure dans le projet qu'elle a présenté (CD/500) n'est pas à prendre ou à laisser et qu'elle est toute prête à examiner soigneusement d'autres approches qui offriraient un degré d'efficacité équivalent touchant l'article X. L'importance cruciale de la question du respect des accords et l'expérience acquise par mon gouvernement à propos du non-respect d'accords existants constituent toujours un facteur clé de nos travaux.

Les années précédentes, les membres de cette Conférence auraient pu être très satisfaits des progrès réalisés au sujet des armes chimiques. Cette année, nos expressions de satisfaction doivent être tempérées par le fait qu'il est évident que notre tâche se fait plus urgente et que longue est la route qui s'étend devant nous. Aussi les Etats-Unis sont-ils tout à fait d'accord d'engager cet automne, en particulier à la fin de novembre et au début de décembre, des consultations prolongées. Avec la réunion de janvier du Comité, au grand complet, ces consultations devraient fournir une occasion supplémentaire de faire avancer la négociation avant le début de notre session de 1987.

Les travaux de la Conférence du désarmement sur la prévention d'une course aux armements dans l'espace ont aussi progressé en 1986. L'utile examen des questions pertinentes, amorcé l'an dernier, s'est poursuivi. Comme on mis longtemps à s'entendre sur un mandat, puis sur un programme de travail compatible avec ce mandat, on n'a disposé que d'un temps limité et, de ce fait, on n'a pu aller très loin. Les Etats-Unis étudieront soigneusement le résultat des travaux du Comité avant la session de l'an prochain. Toutefois, une évaluation initiale nous donne à penser que le mandat dans le cadre duquel fonctionne le Comité est loin d'être épuisé.

(M. Lowitz, Etats-Unis d'Amérique)

En ce qui concerne le point 2 de l'ordre du jour, la Conférence a pour la première fois depuis un certain nombre d'années tenu une série de réunions officielles pour examiner des questions ayant trait à la cessation de la course aux armements nucléaires et au désarmement nucléaire. On notera en passant que, cette année, notre rapport final sur ce point consiste pour l'essentiel en un résumé du travail accompli lors de ces réunions officielles. La délégation américaine a trouvé utile cette série d'échanges, dans la mesure où ils ont donné à toutes les délégations l'occasion d'exposer leur position et d'évaluer avec précision celle des autres sur ce problème vital. Cet échange de vues vient particulièrement à point, étant donné l'activité considérable dans le domaine du désarmement nucléaire qui a été déployée à la suite de l'ouverture des pourparlers sur les armes nucléaires et spatiales, en mars 1985, et la recrudescence de cette activité après la réunion de novembre 1985 entre le Président Reagan et le Secrétaire général Gorbatchev. Une réduction substantielle des arsenaux nucléaires est un des principaux objectifs des Etats-Unis. A leur sens, la meilleure façon d'y parvenir à l'heure actuelle réside dans les négociations bilatérales entre les Etats-Unis et l'URSS.

En ce qui concerne l'interdiction des essais nucléaires, objet du point 1 de l'ordre du jour, les efforts se sont aussi considérablement intensifiés. On notera en particulier la série initiale de discussions sur toute la gamme de questions relatives aux essais nucléaires que les Etats-Unis et l'Union soviétique ont achevées à la fin de juillet. Ces entretiens ont donné lieu à un communiqué de presse commun, qui a été publié le 1er août. Il n'est pas long, mais il mérite d'être cité intégralement :

"Des réunions ont eu lieu entre des experts américains et soviétiques sur toute l'étendue de questions ayant trait aux essais nucléaires.

On a procédé à d'amples discussions et à un échange de vues détaillé.

Les deux parties comptent se rencontrer de nouveau à Genève, au début de septembre, après la suspension annoncée le 1er août pour permettre une étude plus approfondie des questions qui avaient été examinées."

Je tiens à souligner que ces entretiens, que les Etats-Unis souhaitent depuis longtemps et dont ils se félicitent maintenant, ne constituent pas des négociations. Si on leur a donné le nom de discussions, c'est parce qu'il s'agissait précisément de cela. Aussi dirai-je respectueusement que je ne suis pas d'accord avec le distingué représentant adjoint de l'Union soviétique, M. Kachirine, qui a dit à notre dernière séance plénière qu'une "série de négociations avait eu lieu à Genève du 25 au 31 juillet, entre les Etats-Unis et l'Union soviétique, sur l'arrêt des essais nucléaires".

(M. Lowitz, Etats-Unis d'Amérique)

Lors de ces discussions, les Etats-Unis ont présenté et explicité leurs vues sur la vérification des accords existants en matière d'essais nucléaires. Comme le Président Reagan l'a affirmé, un accord sur des mesures qui assureraient une vérification effective permettrait aux Etats-Unis d'aller de l'avant touchant la ratification du Traité sur la limitation des essais souterrains d'armes nucléaires de 1974 et du Traité sur les explosions nucléaires souterraines à des fins pacifiques de 1976.

En ce qui concerne nos propres travaux sur le point de l'ordre du jour relatif à l'interdiction des essais nucléaires, la Conférence a pris note le 21 août du rapport intérimaire du Groupe d'experts scientifiques ayant trait à la surveillance sismologique du sous-sol dans le cadre d'une interdiction des essais nucléaires. Il va sans dire que les Etats-Unis se félicitent vivement de ce rapport qui contient les recommandations du Groupe concernant ses travaux futurs, ainsi que du rapport sur l'Essai technique de 1984 relatif aux procédures d'échange de données sismologiques à l'échelle mondiale. Ma délégation félicite de nouveau les experts qui ont travaillé si longtemps et si activement à cet Essai technique et qui, au fil des années, se sont employés à introduire de nouvelles notions et techniques dans les méthodes de conception d'un réseau sismologique mondial. Parmi les nombreux experts concernés, je tiens à saluer tout particulièrement M. Peter McGregor de l'Australie, M. Frode Ringdal de la Norvège et M. Ola Dahlman de la Suède.

Une partie des travaux envisagés par le Groupe d'experts scientifiques concerne l'élargissement et l'approfondissement de l'emploi des données sismologiques dites de niveau II, autrement dit l'échange rapide d'un nombre plus grand de tracés sismiques complets. Déjà à la 181ème séance plénière, le 24 août 1982, les Etats-Unis avaient instamment invité à entreprendre de tels travaux. Il va sans dire que ma délégation est très heureuse de constater que d'autres délégations, y compris celle de l'Union soviétique, sont maintenant persuadées de l'utilité d'étudier les problèmes se rapportant à l'échange de données de niveau II. Il y a à coup sûr un travail considérable à faire à cet égard. Les efforts de délégations comme celle du Canada, qui compte organiser des journées d'étude consacrées à l'échange de données de niveau II, ont déjà orienté la tâche dans la bonne direction.

Si les travaux du Groupe d'experts scientifiques ont été tout à fait productifs, en revanche, pour la troisième année consécutive, la Conférence n'a pu arriver à un consensus sur l'établissement d'un comité spécial au titre du point 1 de l'ordre du jour. Ma délégation partage la déception largement ressentie devant le fait que la Conférence n'a pu s'attaquer, au sein d'un comité, aux questions de fond que pose une interdiction des essais. Le mandat pour un tel comité existe. Que certaines délégations empêchent le consensus sur ce mandat est source de grave préoccupation. C'est regrettable, c'est même déplorable. Comme les présidents de la Conférence pour les cinq premiers mois en témoigneront, si l'on a échoué, ce n'est pas faute d'avoir essayé. Je sais

(M. Lowitz, Etats-Unis d'Amérique)

que je partage l'opinion de nombreuses délégations en disant que, peut-être, ceux qui n'ont pas appuyé cette année le document CD/521 reviendront sur leur position avant notre prochaine session.

A propos du point 3 de notre ordre du jour, Prévention de la guerre nucléaire, y compris toutes les questions qui lui sont liées, un certain nombre de déclarations ont été faites en séance plénière, mais les vues que ma délégation avait déjà sur ce point n'ont pu être que renforcées par l'activité stérile et vaine à laquelle on s'est livré à propos des aspects organisationnels. Cette façon de procéder, qui vise à faire paraître comme totalement distinct un sujet qui est à la base de tous nos travaux, est vouée à l'échec. Une organisation de ce point de l'ordre du jour similaire à celle qui a été retenue cette année pour le point 2 pourrait offrir une manière plus féconde d'explorer la position de toutes les délégations.

En évaluant nos travaux de cette année, il nous faut aussi consacrer quelque réflexion à notre activité présente - l'établissement de notre rapport annuel. Je crois que, dans la plupart des domaines, la rédaction se fait raisonnablement bien. Les rapports des comités des armes chimiques, de l'espace et des armes radiologiques en sont l'exemple. Nous pouvons dire, non sans satisfaction, que ces rapports sont pour l'essentiel factuels, équilibrés et exempts d'esprit polémique. Tel n'est malheureusement pas toujours le cas, notamment en ce qui concerne les points 1 et 3.

A propos du point 1, il est regrettable de constater que des divergences de vues - dont tout le monde reconnaît qu'elles sont profondes - gênent considérablement la rédaction du rapport. L'esprit agressif dans lequel certaines délégations semblent aborder cette tâche fait qu'elle se déroule dans un climat d'âpreté et d'affrontement qui n'est pas de mise et où la pratique courante veut qu'on se désigne du doigt et qu'on se traite de tous les noms. Un tel comportement, dans un organe comme celui-ci, est parfaitement injustifiable. Il est évident qu'on peut et doit adopter de meilleures façons d'agir. Nous devons nous efforcer d'achever notre rapport dans un esprit de tolérance mutuelle et de respect pour la diversité des points de vue.

Je voudrais conclure sur une note d'espoir. Si nous passons en revue le domaine du désarmement, nous constatons que le niveau d'activité y est plus élevé que depuis bien des années, tant à notre Conférence que dans d'autres organes multilatéraux, et sur le plan bilatéral. L'activité, en soi, ne constitue pas un gage de succès, mais il ne peut y avoir de succès sans activité. La délégation des Etats-Unis attend avec intérêt les travaux de la Conférence sur les armes chimiques qui se dérouleront avant la session de 1987, la prochaine série de discussions sur les essais nucléaires, qui commencera le 4 septembre, la reprise des pourparlers sur les armes nucléaires

(M. Lowitz, Etats-Unis d'Amérique)

et spatiales, à partir du 18 septembre, enfin, la prochaine réunion bilatérale au niveau ministériel, qui se tiendra les 19 et 20 septembre. Le travail acharné que représentent ces efforts, associé à la volonté de chercher à régler équitablement les différends, peut amener le succès. Efforçons-nous tous de faire en sorte que la Conférence du désarmement contribue, avec réalisme et efficacité, à faire avancer le processus de limitation des armements et à renforcer la sécurité internationale.

M. ISSRAELYAN (Union des Républiques socialistes soviétiques) (traduit du russe) : Monsieur le Président, comme les membres de la Conférence le savent, les 6 et 7 août 1986 s'est tenue, dans la ville mexicaine d'Ixtapa, une réunion des chefs d'Etat ou de gouvernement de l'Argentine, de la Grèce, de l'Inde, du Mexique et de la Suède, auxquels s'était joint le Premier Président de la Tanzanie, au cours de laquelle ont été adoptés des documents importants, à savoir la "Déclaration de Mexico" et le "Document publié lors du Sommet de Mexico sur les mesures de vérification". L'Ambassadeur Garcia Robles, en particulier, a parlé d'une façon détaillée au sujet de ces documents dans sa déclaration du 14 août et ils ont été officiellement distribués à notre Conférence. Ont également été distribués comme documents officiels de la Conférence les messages que les dirigeants des six Etats ont adressés au Secrétaire général du Comité central du PCUS, Mikhaïl Gorbatchev, et au Président des Etats-Unis d'Amérique, Ronald Reagan.

Répondant aux appels lancés par une partie importante et représentative de la communauté mondiale des Etats, au nombre desquels une place particulière revient à la "Déclaration de Mexico" précitée, l'Union soviétique a pris la décision extrêmement importante et responsable de prolonger son moratoire unilatéral sur les explosions nucléaires jusqu'au 1er janvier 1987. Aujourd'hui, la délégation soviétique voudrait, conformément aux instructions qu'elle a reçues, porter à la connaissance des membres de la Conférence la teneur de la réponse que M. S. Gorbatchev a donnée le 23 août au message des dirigeants de l'Argentine, de la Grèce, de l'Inde, du Mexique, de la Suède et de la Tanzanie. Dans cette réponse il est dit en particulier ce qui suit :

"Nous partageons entièrement la conviction que vous exprimez dans votre déclaration : en effet, il incombe à tous les peuples qui vivent sur notre planète de la protéger. Assurément, la tâche de sauvegarder la civilisation humaine et d'éviter qu'elle ne se consume dans un brasier nucléaire, revient à tous les Etats et à tous les peuples, car, une fois déclenchée, la guerre nucléaire affecterait tout un chacun.

Nous souscrivons à votre analyse des conséquences fatales que pourrait avoir l'emploi, même d'une petite partie, des arsenaux nucléaires existants. On ne cesse de perfectionner et d'accroître ces arsenaux et les essais d'armes nucléaires favorisent ce processus. C'est pourquoi - de l'avis des dirigeants soviétiques - il n'y a pas à l'heure actuelle de tâche plus urgente ni plus importante que de mettre fin à tous les essais nucléaires. ...

(M. Issraelyan, Union des Républiques socialistes soviétiques)

Il n'est d'autre obstacle à l'arrêt des essais - dit un peu plus loin M. S. Gorbatchev dans sa lettre - que la position de certaines puissances, qui misent suicidairement sur la carte de la force nucléaire. Pour sauvegarder la civilisation humaine à l'ère nucléo-spatiale, il faut absolument une nouvelle mentalité politique reposant sur la reconnaissance du fait que l'accroissement des arsenaux nucléaires non seulement ne renforce pas la sécurité, mais peut au contraire mener à la sécurité 'zéro', c'est-à-dire conduire à l'autodestruction totale.

Animés du sens de nos responsabilités en ce qui concerne le destin de l'humanité, nous avons pris la décision de déclarer unilatéralement un moratoire sur les explosions nucléaires. Et maintenant, alors que ce moratoire est en vigueur depuis un an, les dirigeants soviétiques ont décidé de le proroger de nouveau, cette fois jusqu'au début de l'année 1987. ... Pour nous - comme l'a souligné dans sa réponse M. S. Gorbatchev - cette décision n'a pas été facile. Comme vous le savez, en dépit de notre moratoire, les Etats-Unis d'Amérique n'ont pas cessé de procéder à des explosions nucléaires et poursuivent donc leur politique d'accroissement de leurs arsenaux nucléaires. Nous estimons néanmoins que notre acte unilatéral est justifié, car il doit favoriser le règlement du problème des essais nucléaires et contribuer à mettre l'humanité à l'abri de la menace nucléaire. En faisant ce pas, nous sommes convaincus que les hommes de tous les pays apprécieront à sa juste valeur le silence qui règne depuis longtemps sur les polygones d'essais soviétiques.

Je suis fermement convaincu que si les Etats-Unis d'Amérique suivaient l'Union soviétique sur le terrain du moratoire - et la prorogation de celui-ci leur donne une nouvelle occasion d'aller dans ce sens - ils accompliraient un acte sérieux et responsable qui nous rapprocherait de la renonciation au perfectionnement des armes les plus destructives qui soient et à l'accroissement des stocks de telles armes.

Il va sans dire qu'un moratoire bilatéral faciliterait la conclusion d'un accord interdisant les essais d'armes nucléaires. Les mesures de contrôle qui seraient élaborées pour vérifier le respect du moratoire pourraient ... permettre de franchir un grand pas vers l'établissement d'un système de vérification du respect d'un accord d'interdiction complète des essais."

A ce propos, je voudrais appeler l'attention des représentants sur la conférence de presse consacrée aux questions relatives à l'interdiction des essais nucléaires qui a eu lieu hier à Moscou, au Ministère des affaires étrangères de l'URSS, au cours de laquelle ont pris la parole le Premier Vice-Ministre des affaires étrangères de l'URSS, Y. M. Vorontsov, et le Chef

(M. Issraelyan, Union des Républiques socialistes soviétiques)

de l'Etat-major général, le Maréchal de l'Union soviétique S. S. Akhroméev. A cette conférence de presse, Y. M. Vorontsov a déclaré, en particulier, que l'Union soviétique ne voyait aucun obstacle à une vérification d'une interdiction des essais.

Il est évident que, sur le plan de la politique générale, un moratoire créerait des conditions propices à la conclusion d'un tel traité. C'est vers cet objectif que devraient s'orienter les négociations soviéto-américaines qui ont débuté à Genève à la fin du mois de juillet.

Dans le même temps, M. S. Gorbatchev a souligné l'importance du rôle que la Conférence du désarmement pourrait jouer en matière d'interdiction des essais nucléaires en disant, dans sa réponse aux "Six" :

"La Conférence du désarmement peut devenir un important forum de négociations multilatérales sur ce problème, une fois tombées les barrières artificielles qui l'empêchent d'oeuvrer efficacement à l'élaboration d'un projet de traité interdisant toutes les explosions expérimentales, quelles qu'elles soient".

A notre avis les efforts dans ce domaine devraient s'exercer dans toutes les directions, telles ou telles négociations ne devraient ni exclure ni remplacer, mais au contraire compléter telles ou telles autres.

"En conséquence - a souligné M. S. Gorbatchev - je pense que la rencontre que vous proposez entre des experts de vos six pays et des experts soviétiques et américains pourrait contribuer utilement à la réalisation de l'objectif d'une interdiction complète des essais d'armes nucléaires et marquer le début d'un dialogue multilatéral actif et objectif sur ces questions. Nous sommes prêts à détacher des experts soviétiques en vue d'une telle rencontre.

L'Union soviétique - est-il dit plus loin dans la lettre - a déjà déclaré qu'elle était disposée à mettre à profit vos propositions concernant l'octroi d'une aide pour vérifier la cessation des essais nucléaires, y compris au moyen d'inspections sur place, à condition, bien entendu, que l'autre partie l'accepte. Il va de soi qu'il serait utile d'examiner ensemble vos nouvelles propositions et de rechercher des solutions mutuellement acceptables au problème de la vérification de la non-réalisation d'essais nucléaires."

Dans sa réponse, outre le problème de l'arrêt des essais nucléaires, M. S. Gorbatchev évoque une autre question fort importante qui a été soulevée à la réunion d'Ixtapa - celle de la prévention d'une course aux armements dans l'espace :

(M. Issraelyan, Union des Républiques socialistes soviétiques)

"Il ressort de la Déclaration de Mexico - écrit le dirigeant soviétique - que nous avons la même approche quant aux graves conséquences qu'aurait la transformation de l'espace en une nouvelle arène pour la course aux armements. Tout comme vous, nous sommes convaincus que l'espace doit être utilisé exclusivement à des fins pacifiques, dans l'intérêt de l'humanité tout entière. C'est de cette conception que s'inspire l'initiative récente de notre pays prévoyant le développement de la coopération internationale en vue de la prévention d'une course aux armements dans l'espace et de l'exploitation pacifique de celui-ci. Des propositions concrètes visant à ce que l'espace ne devienne pas le théâtre d'une rivalité militaire ont été formulées par nous dans le cadre des négociations soviéto-américaines sur les armements nucléaires et spatiaux".

A la fin de sa réponse M. S. Gorbatchev dit ce qui suit :

"La Déclaration de Mexico évoque aussi la question d'une nouvelle rencontre soviéto-américaine au sommet. L'Union soviétique est en faveur de l'organisation d'une telle rencontre. Cependant, cette nouvelle réunion doit servir à normaliser les relations entre l'URSS et les Etats-Unis, à assainir la situation internationale, à accélérer les négociations sur la réduction des armements. C'est ainsi que nous serions prêts, lors de cette rencontre, à signer un accord sur la cessation des essais nucléaires. En bref, la rencontre entre les dirigeants de l'URSS et des Etats-Unis devrait être véritablement significative. C'est précisément en cela que consiste l'essentiel de l'entente intervenue entre les dirigeants des deux pays à Genève.

... Je voudrais exprimer la conviction que nos efforts communs pour réfréner la course aux armements et mettre fin aux essais d'armes nucléaires se traduiront en définitive par des mesures concrètes qui conduiront à la réalisation de cet important objectif."

Vu l'importance de la réponse que le Secrétaire général du Comité central du PCUS a adressée aux chefs d'Etat ou de gouvernement de l'Argentine, de la Grèce, de l'Inde, du Mexique et de la Suède ainsi qu'au Premier Président de la Tanzanie, la délégation soviétique demande au Secrétariat de bien vouloir la distribuer comme document officiel de la Conférence.

J'aimerais dire quelques mots concernant divers faits intéressants la Conférence. Tout d'abord je voudrais saluer la participation à notre séance de l'Ambassadeur Friedrich Ruth, Représentant spécial du Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne pour les questions de désarmement et de contrôle des armements. Nous étudierons attentivement la déclaration qu'il a faite à notre séance d'aujourd'hui. Je le remercie également de son hospitalité lors des consultations entre l'Union soviétique et la République fédérale d'Allemagne qui ont eu lieu à Bonn en juillet dernier.



(M. Issraelyan, Union des Républiques socialistes soviétiques)

Nous avons appris qu'un certain nombre d'ambassadeurs allaient quitter Genève pour aller occuper de nouvelles et importantes fonctions. Nous avons été très satisfaits de notre collaboration avec l'Ambassadeur d'Algérie, Nourdine Kerroum, qui possède une grande expérience des travaux dans le domaine des relations soviéto-algériennes. Il a dignement représenté les intérêts de son pays à notre Conférence. Nous regrettons le départ des chefs des délégations du Japon, l'Ambassadeur Imai, et de la France, l'Ambassadeur Jessel. Nous avons eu avec eux de nombreuses et utiles réunions de travail à propos de diverses questions relevant des activités de la Conférence et qui j'espère, auront contribué à développer plus avant les relations soviéto-japonaises et soviéto-françaises. Je veux croire que leurs successeurs continueront de coopérer avec la délégation de l'URSS. Le chef de la délégation de la République fédérale d'Allemagne, l'Ambassadeur Wegener, quitte également Genève. Je pense que plus que quiconque d'autre à la Conférence je ressentirai son absence, car nous avons été les principaux interlocuteurs dans diverses discussions, parfois assez vives. Tout en lui souhaitant beaucoup de succès, je voudrais lui donner lecture d'un extrait d'un ouvrage de deux auteurs américains, Fisher et Ury, intitulé "Getting to Yes. Negotiating Agreement without Giving In", dont nombre d'entre nous pourraient utilement se souvenir.

(L'orateur poursuit en anglais)

"La façon dont on voit le monde dépend de l'endroit où l'on est assis. Les gens ont tendance à voir ce qu'ils souhaitent voir. En présence d'une masse d'informations détaillées, ils ont tendance à choisir et à mettre en relief les faits qui confirment leurs perceptions antérieures et à négliger ou à mal interpréter ceux qui mettent leurs perceptions en question. Il peut arriver qu'une partie à une négociation voie uniquement les mérites de sa propre cause et les lacunes de celle de l'autre partie.

La capacité de voir la situation telle que l'autre partie la voit, pour difficile que cela puisse être, est l'un des talents les plus importants que puisse avoir un négociateur".

Je forme le voeu qu'aux nombreux talents dont il a fait preuve à la Conférence l'Ambassadeur Wegener ajoute celui que je viens de mentionner.

M. FRANCHESCI (Italie) (traduit de l'anglais) : Monsieur le Président, je voudrais tout d'abord évoquer les liens de très profonde amitié qui unissent nos deux pays. Je voudrais également souligner combien nous sommes heureux de voir le très habile chef de la délégation canadienne, dont la compétence est universellement appréciée, présider les travaux forts délicats de la Conférence au cours de ces tout derniers jours extrêmement chargés. J'aimerais aussi saluer l'Ambassadeur Friedrich Ruth, qui a prononcé aujourd'hui un très important discours.

(M. Franchesci, Italie)

Au nom du Groupe des pays occidentaux, je voudrais formuler quelques dernières observations concernant le travail qui a été accompli cette année à propos du point 5 de notre ordre du jour, à savoir la prévention d'une course aux armements dans l'espace. C'est là un objectif auquel les pays occidentaux sont profondément attachés. Nous estimons également qu'il s'agit d'un domaine où la Conférence du désarmement peut jouer un rôle important.

A notre avis, le Comité spécial créé au titre de ce point a accompli du travail utile durant cette session. A cette occasion, nous voudrions féliciter l'Ambassadeur Bayart, de la Mongolie, pour le calme et l'efficacité avec lesquels il a dirigé ce Comité dans l'exécution de son programme de travail. Malgré le retard regrettable avec lequel ses travaux ont débuté, nous avons pu recueillir des informations qui pourront nous aider dans nos efforts futurs. Si certains aspects de la question ont été utilement clarifiés, il apparaît néanmoins qu'en raison du temps limité qui était disponible beaucoup reste encore à faire.

Un des aspects les plus encourageants des travaux du Comité spécial pendant cette année a consisté à examiner et à élucider le régime juridique existant de la limitation des armements dans ses rapports avec l'espace. Nous avons étudié bon nombre des importants accords conclus en la matière et qui jouent déjà un rôle de grande portée dans la prévention d'une course aux armements dans l'espace. Toutes nouvelles initiatives dans ce domaine devraient manifestement compléter ces dispositions existantes et non faire double emploi avec elles. Il convient également de souligner l'importance d'assurer un strict respect du régime juridique existant ainsi que celle d'une plus large participation à ce régime.

Le Comité spécial nous a également donné la possibilité d'examiner quelques-unes des activités qui se déroulent actuellement dans l'espace. Il est clair que, dès le début de l'ère spatiale, l'espace a été utilisé à des fins militaires. Des activités telles que l'emploi de satellites pour surveiller le respect d'accords de limitation des armements existants et l'emploi de satellites de télécommunication, ont une fonction stabilisatrice et contribuent de ce fait au maintien de la paix et de la sécurité internationales.

Il apparaît également qu'il est inexact de dire que l'espace est un milieu exempt de toute utilisation par tel ou tel système militaire actif. En dehors du fait que les missiles balistiques sont programmés pour traverser l'espace dans leur trajet vers les objectifs, il est notoire qu'un pays possède déjà et a déployé un système antisatellites.

Le Comité a manifestement besoin de plus d'informations techniques et autres. En particulier, nous voudrions demander à l'Union soviétique de faire preuve, pour ce qui est de ses activités dans l'espace, du même degré de franchise et de transparence que celui qui est déjà pratiqué par d'autres pays.

(M. Franchesci, Italie)

En dehors de l'étude des questions techniques auxquelles je me suis référé, il existe plusieurs autres aspects qui méritent de faire l'objet d'un examen continu et plus intense.

La contribution que votre délégation, Monsieur le Président, a apportée en présentant le document de travail CD/OS/WP.15 \*/ sur la terminologie est extrêmement opportune et susceptible de nous aider dans nos futurs travaux.

Il est manifeste qu'une bonne partie de la terminologie utilisée dans ce domaine est assez imprécise, surtout dans le cas de certains des nouveaux termes ou expressions actuellement utilisés. Des termes tels que "armement" et "militarisation" sont fréquemment utilisés mais souvent en l'absence de toute définition claire ou précise.

En outre, l'importante question de la vérification n'a pas encore retenu toute l'attention qu'elle mérite. Nous devrions prendre acte de la contribution que le Royaume-Uni a apportée au Comité, à propos de cette question, le 29 juillet. La vérification est au coeur de toute mesure de limitation des armements : un engagement non vérifiable de façon appropriée peut avoir une influence négative et déstabilisante. Dans le contexte de l'espace extra-atmosphérique, il existe manifestement des difficultés particulières que créent la détection, l'identification et la poursuite d'un objet dans l'immensité de l'espace, la possibilité de dissimuler des systèmes d'armes terrestres existants, et les limitations des techniques de vérification existantes.

Nous avons été déçus que, cette année, l'examen des propositions au Comité spécial ait eu tendance à se concentrer sur quelques-unes des idées les moins réalistes et les moins constructives parmi celles qui ont été avancées. La tentative de certains pays d'insister sur leurs conceptions au sujet de ce que l'on a appelé les "armes spatiales de frappe" nous paraît particulièrement peu utile : premièrement, parce que l'expression choisie présente par elle-même un caractère émotionnel, deuxièmement, parce qu'elle est sélective parmi les systèmes qu'elle cherche à interdire, et, troisièmement, parce qu'elle semble avoir pour but d'exercer une pression sur l'une des parties aux négociations bilatérales actuellement en cours.

Nous sommes convaincus que ces négociations bilatérales ont un rôle très important à jouer dans la prévention d'une course aux armements dans l'espace et nous voudrions insister sur le fait que les travaux accomplis dans cette Conférence devraient compléter les résultats de ces négociations et non leur porter préjudice. Nous voudrions aussi noter que les négociations bilatérales abordent la question de la prévention d'une course aux armements dans l'espace dans le contexte de la stabilité stratégique et du désarmement en général. C'est certainement là une raison pour laquelle la demande d'engager sans retard des négociations sur un sujet particulier tel que celui des "armes spatiales de frappe" ne nous paraît pas être une manière de procéder très rationnelle.

---

\*/ Egalement publié sous la cote CD/716.

(M. Franchesci, Italie)

Si l'on a consacré beaucoup de temps à discuter de ces idées, d'autres propositions ont moins retenu l'attention. Nous espérons que l'année prochaine le Comité sera en mesure de s'acquitter d'une façon plus approfondie et systématique de son mandat.

Pour conclure, Monsieur le Président, je voudrais souligner que si du travail utile a bien été accompli cette année, le temps dont nous disposions était sévèrement limité. Il reste encore beaucoup à faire dans le cadre du mandat existant. A cet égard, nous nous félicitons que, dans leurs déclarations en plénière, quelques délégations aient indiqué qu'elles continueraient de travailler sur cette base. Nous voudrions donc encourager la Conférence à rétablir le Comité spécial avec son mandat actuel le plus tôt possible au cours de la session de 1987, afin que cet important travail de fond puisse être poursuivi.

Le PRESIDENT : Je remercie le représentant de l'Italie de sa déclaration et des remarques qu'il a faites à mon sujet.

Je donne maintenant la parole au représentant de l'Australie, l'Ambassadeur Butler.

M. BUTLER (Australie) (traduit de l'anglais) : Monsieur le Président, en plusieurs occasions au cours de nos travaux de cette année des déclarations ont été faites au nom d'un groupe d'Etats occidentaux concernant le point 1 de l'ordre du jour de la Conférence, à savoir l'interdiction des essais nucléaires. La présente déclaration est également faite au nom de ce même groupe d'Etats. Elle a pour objet de s'assurer qu'on soit absolument au clair quant à la position de ce groupe d'Etats, eu tout particulièrement égard à la nature et au déroulement de l'examen du rapport de la Conférence sur ses travaux au titre du point 1 de l'ordre du jour en 1986.

Nous avons précisé à maintes reprises, cette année, que nous attachons une importance considérable au point 1 de notre ordre du jour. Nous avons bien précisé qu'à notre avis l'exécution d'un travail sérieux le concernant requiert et même exige impérativement la création d'un comité spécial de la Conférence, doté d'un mandat approprié. Nous avons proposé un tel mandat, dont le texte figure dans le document CD/521.

Comme on le sait, ce mandat prévoit un examen quant au fond de questions particulières relatives à un traité d'interdiction complète des essais nucléaires, en particulier de celles relatives à la portée, à la vérification et au respect. Nous avons bien précisé, dans notre mandat, que l'objectif de ce travail quant au fond serait "la négociation d'un traité en la matière", c'est-à-dire d'un traité d'interdiction complète des essais nucléaires.

Nous regrettons profondément que notre mandat n'ait pas été accepté et qu'un comité spécial n'ait pas été créé en 1986. Cette déception est très réelle vu le sérieux de notre propos vis-à-vis de la question en jeu. Cette déception est encore avivée par la fréquence avec laquelle et la façon dont aussi bien les termes de notre mandat que le sérieux de notre propos ont été travestis par quelques délégations.

(M. Butler, Australie)

Nous tenons beaucoup à affirmer ce qui suit : nous rejetons toute suggestion selon laquelle notre mandat serait un stratagème pour retarder les travaux sur cette importante question. Présenter notre mandat sous un tel jour revient à déformer aussi bien la réalité de ce mandat en tant que tel que les politiques qui le sous-tendent. Cela est également vrai des déclarations tendant à faire croire que notre proposition ne reflèterait, au sein du Groupe occidental, que les idées d'un seul pays ou d'un petit groupe de pays.

Pour ce qui est des faits nouveaux en rapport avec la question de l'interdiction des essais nucléaires survenus ces derniers mois aussi bien au niveau bilatéral que multilatéral, nous avons été particulièrement préoccupés par le fait qu'ils n'aient pu être complétés ou accompagnés par une décision prise par consensus à la Conférence du désarmement, qui aurait permis à celle-ci de reprendre les travaux sur la question de l'interdiction des essais nucléaires. En disant cela nous sommes également conscients de ce qu'il y a quelques semaines à peine il paraissait possible de parvenir à un consensus au sujet de notre projet de mandat, d'une façon qui aurait permis de créer un comité spécial et de commencer à travailler. Bien que venant assez tard au cours de la session de cette année, le travail aurait néanmoins commencé et il se serait certainement poursuivi pendant notre session de l'année prochaine.

Un aspect qui nous préoccupe beaucoup également est la manière dont quelques délégations ont essayé de faire en sorte que le rapport définitif de la Conférence donne une image erronée des raisons qui ont empêché la création d'un comité spécial. Nous ne pensons pas qu'il soit constructif de donner un tour accusatoire au rapport de la Conférence à propos de cette question.

La présente déclaration n'a donc nullement pour but de formuler ou de faire consigner des accusations de ce genre. Elle a pour objet de réaffirmer que nous sommes profondément préoccupés par le fait que la volonté de la majorité de voir s'accomplir un travail concret sur cette importante question ait été méconnue en 1986.

Nous tenons absolument à ce que le rapport de la Conférence à propos de ce thème indique qu'un groupe d'Etats occidentaux attache une grande importance à la reprise de travaux pratiques à la Conférence sur les questions de fond relatives à un traité d'interdiction des essais nucléaires, qu'il regrette profondément que cette reprise n'ait pu avoir lieu en 1986, et qu'il est décidé à faire tout en son pouvoir pour assurer que ces travaux s'engagent le plus tôt possible lors de la session de la Conférence en 1987.

Le PRESIDENT : Je remercie le représentant de l'Australie de sa déclaration. Je donne maintenant la parole au représentant de Cuba, l'ambassadeur Lechuga, qui en sa qualité de Président du Comité spécial des armes radiologiques présentera le rapport de ce Comité, publié sous la cote CD/722.

M. LECHUGA (Cuba) (traduit de l'espagnol) : En ma qualité de Président du Comité spécial des armes radiologiques, je tiens à présenter à la Conférence le rapport sur les travaux effectués pendant l'année 1986, qui a été distribué aux délégations sous la cote CD/722.

Le Comité, qui s'est mis à la tâche le 7 mars, a tenu au total 17 réunions et un certain nombre de consultations entre ses membres. La dernière réunion du Comité a eu lieu le 11 août.

Conformément à ce qui était convenu, le Comité a poursuivi ses travaux sur la base de l'approche dite unitaire, c'est-à-dire en s'attachant à l'interdiction des armes radiologiques au sens "traditionnel" et à l'interdiction des attaques contre des installations nucléaires. Il est en outre convenu de continuer d'examiner ces questions sans diviser ses travaux en deux "voies" distinctes, ni donner la priorité à l'une ou à l'autre, étant entendu que cette décision ne préjugait pas la position finale des délégations ou le lien entre les deux questions et la meilleure façon de les traiter.

Le programme de travail adopté pour 1986 a été le même que celui de l'année précédente et, pour s'en acquitter, le Comité a adopté notre suggestion de créer trois groupes de contact, ouverts à la participation de toutes les délégations et chargés d'examiner les questions de la portée et des définitions, des utilisations pacifiques, de la cessation de la course aux armes nucléaires et du désarmement nucléaire, de la vérification et du respect, les travaux étant coordonnés par les ambassadeurs Ekéus de la Suède, Meiszter de la Hongrie, et Butler de l'Australie.

Je tiens à noter que, dans le cadre des groupes de contact, les travaux se sont poursuivis activement et que, sans aucun doute, ont contribué pour beaucoup à cela les efforts déployés par toutes les délégations et par les coordonnateurs, qui avaient pour tâche de guider l'activité des groupes.

Je voudrais dire, en conclusion, que le Comité estime avoir fait un travail utile, compte tenu du mandat que la Conférence lui avait confié, dans la mesure où la position des différents pays a été clarifiée et où ont été mises au jour les divergences sur le fond et le mode d'approche touchant les sujets examinés.

Le Comité recommande à la Conférence de rétablir, au début de sa session de 1987, le Comité spécial, qui devrait, entre autres, examiner comment poursuivre à l'avenir sa tâche de la meilleure manière possible. Il recommande aussi de considérer comme base de ses travaux futurs, conformément à son rapport, les documents visés aux paragraphes 6, 9, 10 et 11, ainsi que tout autre document ou proposition pertinents.

Je ne voudrais pas achever la présentation du rapport sans remercier toutes les délégations et, en particulier, les ambassadeurs Ekéus, Meiszter et Butler, de la Suède, de la Hongrie et de l'Australie respectivement, pour le

(M. Lechuga, Cuba)

travail qu'ils ont fait et pour leur collaboration soutenue. Je tiens aussi à adresser mes remerciements à M. Victor Slipchenko et à ses collègues du secrétariat qui, grâce à leurs efforts et à leur dévouement, ont apporté au Comité un appui substantiel.

Le PRESIDENT : Je remercie le représentant de Cuba de sa présentation du rapport du Comité spécial des armes radiologiques. Ainsi s'achève la liste d'orateurs pour aujourd'hui. Une autre délégation souhaite-t-elle prendre la parole ?

Je donne la parole au représentant de la République démocratique allemande, l'ambassadeur Rose.

M. ROSE (République démocratique allemande) (traduit de l'anglais) : Après avoir étudié de près le texte écrit de la déclaration que l'Ambassadeur de l'Australie a faite jeudi dernier, je tiens à réaffirmer ce que j'ai dit ce jour-là. Cette déclaration contenant à tout le moins une masse de faits présentés sous un angle déformé et de manière erronée, il faudrait beaucoup de temps pour y répondre dans le détail. Or le temps est ce qui nous manque le plus pour achever les travaux de la Conférence. C'est pourquoi j'ai demandé au secrétariat de distribuer le texte du discours que j'ai fait mardi dernier. Les passages indiqués aideront à comparer les deux déclarations. Qu'on me permette d'ajouter les observations suivantes :

C'est avec une véhémence particulière que l'Ambassadeur de l'Australie s'est opposé à la demande de lancement immédiat de négociations sur un Traité d'interdiction complète des essais et que, dans ce contexte, il a accusé certaines délégations d'entraver le progrès. Il est assez regrettable qu'on doive de telles paroles à quelqu'un qui sait parfaitement, par exemple, quels sont ceux qui ont rejeté ou accepté le compromis proposé en février dernier par le Président. Cependant, ce n'est pas sur cela que je veux insister. En effet, tout le monde ici est conscient des efforts que ma délégation a faits pour rechercher une solution que tous puissent accepter. Je tiens à vous rappeler la résolution 40/81, que l'Assemblée générale des Nations Unies a adoptée à sa dernière session. On peut y lire au paragraphe 4 que l'Assemblée :

"Prie instamment la Conférence du désarmement de constituer, au début de sa session de 1986, un Comité spécial au titre du point 1 de son ordre du jour, intitulé 'Interdiction des essais nucléaires', en vue d'engager des négociations sur un traité d'interdiction complète des essais nucléaires."

Non seulement l'Australie, représentée par l'ambassadeur Butler, a voté en faveur de cette résolution mais elle l'a aussi co-parrainée. Cela en dit très long et il n'est pas besoin de faire d'observations supplémentaires.

M. BUTLER (Australie) (traduit de l'anglais) : Je ne veux pas retarder davantage la Conférence. Je crois que tous s'accorderont avec moi à penser que l'échange de vues qui s'est produit au cours des deux dernières séances plénières a été intéressant. Je remercie l'Ambassadeur de la République démocratique allemande d'avoir fait distribuer de nouveau le texte de sa déclaration du 19 août et d'en avoir souligné certains passages. Je suis aussi d'avis que cela aidera les participants à comparer les déclarations, comme l'Ambassadeur le souhaite. Il est important, me semble-t-il, de poser - et je me bornerai à cela - que je maintiens ce que j'ai avancé à notre dernière séance plénière. Je rejette toute suggestion selon laquelle ma déclaration contiendrait des propos déformés ou erronés, mais, je l'ai dit, cet échange était sans doute salutaire.

Enfin, je suis reconnaissant du rappel de la résolution 40/81. Il s'agit là d'une résolution importante et qui, c'est vrai, a été co-parrainée par l'Australie. Elle a reçu un très large appui à l'Assemblée générale. Peut-être me suffit-il de conclure en invitant la Conférence à se reporter à la répartition des voix.

M. GARCIA ROBLES (Mexique) (traduit de l'espagnol) : A en juger par quelques déclarations antérieures et par celles qu'ont faites aujourd'hui les distingués représentants des Etats-Unis et de l'Australie, il semblerait que les intéressés soient convaincus que les arguments qu'ils avancent, en ce qui concerne le point 1 de notre ordre du jour, sont des arguments qui recueillent le soutien de la majorité.

Je veux penser que les auteurs de ces déclarations ne se réfèrent pas à l'Assemblée, car là il s'est produit année après année, et, tout récemment, à la quarantième session, des faits bien concrets et qui, en soi, sont éloquents. A la dernière session, celle des résolutions relatives à la cessation complète des essais nucléaires qui a obtenu le plus grand nombre de suffrages a été la résolution 40/80 B. Aussi veux-je croire que l'instance dont parlent les intervenants est la Conférence du désarmement. Il se peut bien que nous ayons des opinions divergentes, cependant, ce qui compte, ce ne sont pas les opinions mais les faits.

Toutes les fois qu'il prend la parole, le distingué représentant de l'Australie évoque le projet contenu dans le document CD/521. Il s'agit d'un projet qui remonte à 1984. Si la chronologie avait un sens ici, alors nous, membres du Groupe des 21, pourrions mentionner un autre projet, publié sous la cote CD/520 et qui a précédé d'un jour celui des pays occidentaux, mais nous ne pensons pas que, dans les négociations, ce type de projet doive être présenté sous la forme d'un ultimatum - à prendre ou à laisser. C'est pourquoi nous n'avons pas offert de programme détaillé où nous aurions développé ce qui était dit dans le projet de mandat que contient le document CD/520. Nous n'avons donc rien à présenter d'équivalent au document CD/621, qui n'est qu'un développement du CD/521. Pourquoi donc ? C'est parce que nous savions que le document CD/520 n'était pas acceptable pour certaines délégations. C'eût donc été une perte de temps que de publier sous la cote CD/620 un document qui n'aurait que repris plus en détail le document CD/520.



(M. Garcia Roblès, Mexique)

Qu'avons-nous fait alors, Monsieur le Président ? Ce que nous avons fait, c'est essayer de comprendre quels étaient les aspects qui revêtaient une importance particulière pour le Groupe d'Etats d'Europe occidentale et il semblerait que l'un de ces aspects soit celui de la vérification, de la vérification et du respect. Nous avons donc suggéré dans notre projet, qui est devenu la résolution 40/80 A, de créer un Comité spécial et, dans le cadre de ce Comité, de constituer deux groupes de travail dont l'un s'occuperait exclusivement des aspects qui intéressent au premier chef le Groupe d'Etats d'Europe occidentale, et l'autre - cela me paraît tout à fait normal et naturel - de ceux qui revêtent pour nous une importance particulière. Ces deux groupes de travail examineraient, comme le veut la résolution, toutes les questions qui sont étroitement liées.

Je crois qu'un projet reposant sur ce qui a été recommandé par l'Assemblée dans la résolution 40/80 A recueillerait la majorité des suffrages, et une majorité significative, non pas de 21 à 19 mais de plus de 30. Il se peut cependant que je me trompe. Aussi proposerais-je aux distingués représentants du Groupe d'Etats d'Europe occidentale d'adopter une procédure qui permettrait de lever les doutes. Il nous reste une séance, celle de jeudi, et je suggérerais que le Groupe des 21, d'une part, ou un groupe de délégations du Groupe des 21, parraine un projet qui serait basé sur le projet de mandat que l'Assemblée a expressément recommandé dans sa résolution 40/80 A, et que, d'autre part, le Groupe d'Etats d'Europe occidentale et les autres pays qui, semble-t-il, sont persuadés de la valeur du projet de 1984, présentent un autre projet, un autre projet de mandat qui reprendrait celui de 1984. Ensuite, à la séance de jeudi, on procéderait non pas à un vote - nous savons qu'ici on ne vote pas, que les choses se font par consensus - mais à une cérémonie toute simple. On pourrait placer devant le Président une petite urne, chacun d'entre nous y déposerait un papier plié où il indiquerait sa préférence pour l'un de ces deux mandats et, j'en suis certain, le projet de mandat que l'Assemblée a recommandé dans sa résolution 40/80 A serait celui qui recueillerait la majorité et, je le répète, non pas une majorité très serrée, mais une majorité écrasante. Cela, il va de soi, n'aurait d'autre fin que de dissiper les doutes sur ce point. Je le répète, je sais que la Conférence du désarmement se prononce par consensus, mais, si ceux de nos collègues qui ont pris la parole et à qui je me suis référé il y a quelques instants sont bien convaincus de ce qu'ils avancent, je leur propose une manière de procéder qui pourrait éliminer tout doute.

M. RUTH (République fédérale d'Allemagne) (traduit de l'anglais) :  
Puisque j'ai la bonne fortune d'être des vôtres aujourd'hui, je tiens à saisir cette occasion pour remercier, au nom de mon Gouvernement, tous les membres de la Conférence du désarmement de la coopération très amicale et très large qu'ils ont apportée à l'ambassadeur Wegener, lorsqu'il était ici. Je pense que le crédit dont jouit la Conférence à Bonn et le vaste volume d'informations sur vos activités dont nous disposons tiennent en très grande partie à l'attachement qui est le sien pour cet organe. Je vous serais très reconnaissant d'accorder à son successeur la même coopération.

Le PRESIDENT : Je remercie l'ambassadeur Ruth, qui a parlé au nom de la République fédérale d'Allemagne. Je dirai peut-être ici quelque chose qui va de soi, et c'est que l'ambassadeur Wegener devant, croyons-nous, prendre la parole jeudi, nous dirons alors à tous les gouvernements, y compris au sien, toute l'estime dans laquelle la Conférence le tient. Il est de coutume, comme vous le savez, que le Président s'abtienne de déclarations de ce genre avant de prononcer ce qu'il est convenu d'appeler l'allocution d'adieu. Je vous remercie d'avoir exprimé votre appréciation de la coopération que nous vous avons apportée ainsi qu'à l'ambassadeur Wegener et je suis sûr que tous les membres ici présents agiront de même à l'endroit de son successeur.

Je me demande si nous pouvons ou non clore la séance. J'ai une faiblesse, et c'est une tendance à parler parfois avec légèreté de sujets importants. J'ai du mal à ne pas me demander s'il ne nous faudrait point une urne pour recevoir les cendres de la Conférence du désarmement, pour peu que nous continuions à agir comme il nous arrive de le faire. Je préférerais voir la volute de fumée blanche qui se déroule à l'occasion dans la capitale d'un pays dont le représentant a parlé ce matin. Je ne suggère pas d'élire quelqu'un et d'annoncer cette élection au moyen d'une fumée blanche, mais plutôt de nous entendre le plus vite possible sur notre rapport. Quoi qu'il en soit, je suis sûr que toutes les délégations ont pris note de la proposition du représentant du Mexique, qu'on y donne suite ou non. Y aurait-il un autre orateur ?

Si vous le permettez, nous passerons maintenant à la question suivante. Comme je l'ai déjà dit, il nous faut maintenant prendre note du quatrième Rapport du Groupe spécial d'experts scientifiques chargé d'examiner des mesures de coopération internationale en vue de la détection et de l'identification d'événements sismiques, rapport qui a été distribué sous la cote CD/720, ainsi que du résumé de ce rapport (CD/681/Rev.1). S'il n'y a pas d'opposition, je considérerai que la Conférence prend note du quatrième Rapport du Groupe spécial ainsi que du Résumé.

Il en est ainsi décidé.

Je tiens à vous informer que j'inviterai les présidents des comités spéciaux des armes chimiques, de la prévention d'une course aux armements dans l'espace et du Programme global de désarmement à présenter le rapport de ces comités à l'ouverture de notre séance plénière de jeudi. Nous adopterons ces rapports à la fin de la séance, ainsi que le Rapport du Comité spécial des armes radiologiques, qui a été présenté aujourd'hui par le Président. Puis-je suggérer aux membres qui souhaiteraient faire des déclarations à propos des rapports des comités spéciaux d'en informer le secrétariat et de lui faire savoir s'ils préfèrent parler avant ou après l'adoption des rapports.

Je me dois de vous dire que j'ai appris du secrétariat que, si nous ne parvenons pas à avancer plus rapidement dans nos travaux, nous serons confrontés à deux possibilités, dont l'une pourrait conduire à l'autre.

(Le Président)

Il y a d'une part la perspective, peu attirante, d'une prolongation de notre session, alors que nous faisons face à de très graves difficultés financières - d'ailleurs il se pourrait qu'une telle prolongation soit impossible, il y a, d'autre part, la possibilité que, si nous n'arrivons pas à nous entendre sur le rapport, une prolongation soit le premier pas sur la voie de la conclusion d'un autre accord. J'espère que ni l'un ni l'autre événement n'est imminent.

Je me permets de rappeler que nous tiendrons cet après-midi, à 15 heures, une réunion officieuse où nous commencerons la seconde lecture du projet de rapport annuel à l'Assemblée générale des Nations Unies et où nous examinerons d'autres questions. Cette seconde lecture, qui a été annoncée précédemment, et le résultat des diverses consultations officieuses nous permettront peut-être d'organiser une réunion du Comité de rédaction immédiatement après la séance plénière officieuse. Il faudrait pour cela que celle-ci soit relativement brève et nous espérons que ce sera le cas.

Je récapitule donc : il se tiendra à 15 heures une réunion officieuse de la Conférence où débutera la seconde lecture du projet de rapport annuel. Cette lecture portera essentiellement sur les parties qui ont déjà fait l'objet d'une première lecture. Si le résultat des consultations officieuses le permet, le Comité de rédaction se réunira peut-être immédiatement après la séance plénière officieuse.

La prochaine séance plénière de la Conférence du désarmement aura lieu le jeudi 28 août, à 10 heures.

La séance est levée à 12 h 25.